

## 18 Etranger/Avis et Communiqués

## Colombie-Equateur/Attentats

## Série d'attaques contre des policiers dans les deux pays

AFP

Bogota/Colombie

**Bilan à ce jour, 2 tués et près d'une trentaine de blessés.**

UNE série d'attaques à l'explosif contre des policiers, attribuées au narcotrafiants, ont fait ce week-end sept morts et des dizaines de blessés dans le nord de la Colombie, ainsi que 28 blessés légers en Equateur.

Trois attentats en 24 heures ont pris pour cible des commissariats en Colombie.

Dans la nuit de samedi à hier, peu avant minuit, un engin a explosé dans un petit poste de commandement de la municipalité de Santa Rosa, dans le département de Bolivar.

Deux policiers ont été tués et un blessé, a annoncé la police dans un communiqué, sans précision sur les possibles auteurs de l'attaque.

Une autre attaque à l'explosif hier contre un commissariat de la municipalité de Barranquilla a blessé quatre policiers et un civil. Selon une source policière, les victimes sont hors de danger, et l'enquête cherche à établir si l'engin explosif a été lancé ou actionné à distance.

C'est dans un commissariat de cette même ville qu'une bombe avait tué, la veille, cinq policiers et blessé 41, dont cinq se trouvent dans un état critique, selon une source policière.



Photo : AFP

**Le président colombien Juan Manuel Santos a condamné "un attentat lâche et fourbe."**

Cet attentat est l'un des pires commis ces dernières années contre la force publique dans une grande ville de la Colombie, où le gouvernement tente de mettre définitivement fin à un demi-siècle de conflit armé financé en grande partie par le trafic de drogue.

"Nous n'avons pas le moindre doute qu'il s'agit de représailles après des opérations fructueuses menées récemment par la police contre le trafic de drogue, et pas seulement à Barranquilla", ville de 1,3 million d'habitants, a déclaré son maire Alejandro Char.

La bombe a été déposée par plusieurs hommes et activée à distance, a déclaré le commandant de la police locale, le général Mariano Botero.

Un des assaillants présumés, un homme de 31 ans, a été interpellé, a indiqué le procureur général Nestor Martinez.

"Nous allons mettre cet individu en accusation pour cinq meurtres aggravés (...), homicides et tentatives

d'homicide, terrorisme et usage d'explosifs", a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

Le président Juan Manuel Santos, qui s'est rendu au chevet des blessés, a condamné "cet attentat lâche et fourbe qui ne restera pas impuni".

Il a annoncé l'envoi dans les prochains jours de 1.500 policiers en renfort à Barranquilla, qui accueillera bientôt un Carnaval.

Le directeur général de la police colombienne, le général Jorge Nieto, s'est également rendu sur place pour exprimer son soutien aux blessés et aux familles, et annoncé une récompense de 50 millions de pesos (environ 9,6 millions de francs) pour toute information sur cet attentat.

**VOITURE PIEGEE EN EQUATEUR.** L'attentat a été unanimement condamné, notamment par le chef et candidat de la Farc au scrutin présidentiel, Rodrigo Londono dit "Timochenko".

"Nous rejetons catégoriquement l'attaque perpétrée contre le commissariat de

police à Barranquilla. Tout notre soutien aux proches des policiers défunts et aux habitants touchés", a déclaré le leader du parti issu de la plus ancienne guérilla colombienne, les Forces armées révolutionnaires de Colombie.

L'Onu a également condamné "vigoureusement" l'attaque, estimant qu'il "s'agissait d'un acte criminel méprisable, en contradiction avec les efforts et les avancées du pays dans sa lutte contre la violence".

En un demi-siècle, le conflit armé impliquant des guérillas, des paramilitaires, des forces gouvernementales et des trafiquants de drogue, a fait au moins 260 000 morts, plus de 60 000 disparus et 7,4 millions de déplacés.

L'attentat à la bombe contre le commissariat de Barranquilla s'est produit quelques heures après un attentat à la voiture piégée visant une caserne de police en Equateur.

L'explosion a fait 28 blessés légers - policiers et civils - et détruit "à 95%" une caserne de San Lorenzo (nord), une ville de 56 000 habitants proche de la frontière colombienne, selon le ministère de l'Intérieur.

Pour le président Lenin Moreno, il s'agit d'un "acte terroriste lié aux narcotrafiants".

La Colombie est le principal producteur et exportateur de cocaïne au monde. Le pays a produit 866 tonnes de cette drogue en 2016, selon les Nations unies.

L'Equateur est considéré comme un pays de transit pour la cocaïne colombienne.

## PETITES ANNONCES

## IMMOBILIER

10986 — PARALLELE - INVEST

TEL: 04 36 36 65 / 05 45 35 35

Vends:

Terrain avec Battisse 1327 m2 TF Louis Bd de Route

Terrain avec battisse 500 m2 Angondjé/Delta Bd de Route

Terrain avec Battisse 986m2 TF Angondjé / Entraco Bd de Route

Lots d'Appartements: Résidence, piscine 4000m2 TF Jardin Okala

Terrain 1000m2 TF Camp de Gaulle Bd de Route

Appartements 3 ch, 2 ch centre ville: Divers.

10988 — Loue apparts bat 4 à 1.350 000 Fcfa. 04 59 49 95

## EMPLOI DEMANDE

10921 — CHAUFFEUR PERMIS BCDE CHERCHE EMPLOI CHEZ PART./COURSIER. 02 13 79 41

10932 — Cuisinier cherche emploi dans Akanda. Tél.: 06

32 10 52

10953 — J GAB CHERCHE EMPLOI CHAUFFEUR MECANO PERMIS B . TEL : 06 03 57 03

10987 — JF togolaise cherche emploi nounou ménagère logée-nourrie. 06 36 81 69

10992 — Chauffeur disponible permis BCD cherche emploi chez particulier ou société. 02 47 08 19/04 50 70 20

10993 — H gab permis BCD cherche emploi chauffeur. Tel: 02 30 29 87

10995 — JD cherche emploi réceptionniste - vendeuse en magasin - secrétaire. Tel : 07 05 11 38

## VÉHICULES

10863 — VEND 2 remorques grumier avec Timon 7 Millions/pièce. CTC 02 50 70 10

## DIVERS

10416 — Tôles bac allu. en promo. Tél. : 04 54 60 39.

## AVIS

## GABON TELECOM

La société GABON TELECOM porte à la connaissance de son aimable clientèle qu'elle procédera à la suspension de fourniture de ses services du téléphone Fixe, Internet et Mobile à compter du Mercredi 31 janvier 2018, pour les comptes qui présenteront des impayés dans ses livres pour les factures échues au 20 JANVIER 2018.

Afin d'éviter tout désagrément, Gabon Telecom invite tous les clients en situation d'impayés, à procéder à la régularisation de leurs comptes dans ses Agences Commerciales.

GABON TELECOM remercie sa clientèle de sa bonne compréhension et du respect des termes présent communiqué. 10783

## Cabinet Agrée

Procédure juridique, administrative, suivi dossier d'accident et de pensions. Recouvrement de dette et gestion. Tél: 06 32 62 07 / 04 42 76 52 10898

## AVIS aux abonnés du Quotidien L'Union domiciliés à la Poste

Le quotidien d'informations générales L'UNION, en raison de la grève des agents de la Poste S.A, prie ses abonnés domiciliés à la poste de se rapprocher du service Abonnement du lundi au samedi de 7h30 à 11h00 afin de rentrer en possession de leurs journaux.

La Direction.

10922

## CHASSEURS DE VOIX

**EBEN RADIO a besoin de nouveaux talents!!!!**

Nous recherchons des animateurs, chroniqueurs, voix Pub et voix Off, homme et femme pour intégrer notre antenne.

Profil bilingue apprécié.

Postuler en envoyant votre candidature avec une démo à info@ebenradio.com

Infos au +241.05.30.20.00.

10962

L'horlogerie SEIKO CHAMPION sise au centre-ville face à la BICIG, invite toutes les personnes ayant déposé des montres dans son atelier depuis le mois de janvier 2013 jusqu'au 31 juillet 2017, à venir les récupérer dans un délai d'un mois soit au plus tard le 29 février 2018.

Passé ce délai, les montres seront considérées comme des objets abandonnés et détruites sur ordonnance du Tribunal de Première Instance de Libreville. 10963

## GABON PROPRE SERVICE

Monsieur MIBEKA LEPAGNA Adolphe ne fait plus partie des effectifs de la Société Gabon Propre Service depuis 2016, il peut ni se présenter, ni se permettre de traiter un dossier quel qu'il soit au nom de Gabon Propre Service. 10975

## France/Terrorisme

## Paris "interviendra" si des jihadistes français sont condamnés à mort

AFP

Paris/France

PARIS "interviendra" si des jihadistes français détenus en Irak ou en Syrie étaient condamnés à la peine de mort, a déclaré hier la ministre de la Justice Nicole Belloubet.

"Bien entendu s'il y avait une question de peine de mort, l'État français interviendrait", a déclaré Mme Belloubet lors d'une émission politique organisée par les médias RTL, Le Figaro et LCI.

Pressée de préciser quelles actions seraient envisageables, la ministre a seulement indiqué qu'il pourrait notamment s'agir de "négocier avec l'État en question". "Encore une fois ce serait un



Photo : AFP

**Alors que deux jihadistes françaises sont détenues en Irak, le président Emmanuel Macron et Paris pourraient intervenir en cas de condamnation à mort.**

traitement au cas par cas", a-t-elle résumé.

Ses déclarations font écho à un vif débat en France sur le sort des ressortissants français qui ont rejoint les rangs du groupe État islamique en Irak et en Syrie et qui ont, depuis, été arrêtés dans ces pays.

Jusqu'à présent, le gouvernement français s'est dit favorable à ce que ces personnes soient jugées dans ces pays à la condition qu'elles y bénéficient d'un procès équitable.

"En tant que ministre de la Justice, je suis évidemment extrêmement attachée à un procès

équitable", a répété le ministre hier.

Mais plusieurs voix ont dénoncé cette approche, assurant qu'elle pourrait conduire à la condamnation de ressortissants français à la peine de mort, notamment en Irak où elle est en vigueur.

Le 22 janvier, une Allemande a ainsi, pour la première fois, été condamnée à mort en Irak pour avoir rejoint l'EI.

Depuis, les avocats de deux jihadistes françaises détenues en Irak ont appelé le président Emmanuel Macron à "une mobilisation sans faille" au cas où elles seraient condamnées à mort.

Quelques dizaines de Français se trouvent actuellement dans des camps ou des prisons en Irak ou en Syrie avec plusieurs dizaines d'enfants mineurs, d'après une source proche du dossier.